



Presse
Lu pour vous



Mardi 29 octobre 2024

Le congrès d'Alternative Police CFDT officialise le passage de relais entre Denis Jacob et Sylvain Durante.

Nina Waechter

Sylvain Durante, qui dirigeait le syndicat par intérim depuis mai 2024, est élu secrétaire général d'Alternative Police CFDT et succède officiellement à Denis Jacob. Les adhérents ont élu l'unique liste présentée lors du congrès du syndicat, ce mardi 29 octobre. « La nouvelle équipe officialisée incarnera l'aide et le soutien dont les policiers ont tant besoin », assure le nouveau dirigeant, qui souhaite « se battre pour des augmentations salariales » et une « reconnaissance accrue » pour ses collègues.

De son côté, Denis Jacob s'est dit « particulièrement fier du développement du syndicat ».

Le congrès d'Alternative Police CFDT, mardi 29 octobre 2024, a acté la succession entre Denis Jacob et Sylvain Durante, élu secrétaire général du syndicat, après avoir assuré l'intérim depuis mai dernier (lire sur AEF info). L'unique liste dont il était à la tête a en effet été adoptée par 109 voix sur les 126 électeurs inscrits et 116 participants.

UN NOUVEAU BUREAU NATIONAL ÉLU

Sylvain Durante, 40 ans, va donc diriger le syndicat pour les quatre années à venir. Brigadier OPJ depuis septembre 2007 et brigadier-chef depuis août 2023, il a exercé à la brigade d'information et de renseignement de la DOPC de la préfecture de police de Paris. Représentant syndical depuis 2016, il est secrétaire national en charge de l'Île-de-France dès 2018 puis secrétaire général adjoint d'octobre 2020 à mai 2024.

À ses côtés, Guillaume Ruet, 44 ans, est élu secrétaire général adjoint. Anciennement secrétaire national en charge de l'Île-de-France, il a également officié à la DOPC. Les six autres membres du bureau national, pour la plupart réélus, sont Thomas Krutul, trésorier, Matthieu Galvagnon, Sébastien Péréa, Laurent Noulain, Hendrick Pinto et Yvon Guyonvarch.

« OUVRIR LA PORTE » DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Denis Jacob, fondateur d'Alternative Police CFDT après son départ d'Alliance police en 2015, a pris la parole pour revenir sur son parcours et présenter le bilan de son mandat. « Lutter contre les magouilles sur les avancements et les mutations a été notre fer de lance dès 2015. » Il revendique la paternité de la réforme du « cycle horaire en 12h08 » (lire sur AEF info), de la réforme de la police nationale par la création de filières (lire sur AEF into), de la création de l'académie de police ou encore de la réforme de la procédure pénale, « revendication d'Alternative Police depuis 2015 ». Denis Jacob se félicite également « d'avoir entériné le partenariat avec la MGP, avec Orpheopolis et plus récemment avec la fédération européenne des syndicats de police Eu. Pol ».

Le policier, aujourd'hui retraité à 57 ans, se dit « particulièrement fier du développement du syndicat », et notamment de la création de « la filière PATS au sein d'Alternative police en 2018 », des personnels qui représentent environ un quart des adhérents. « On porte un syndicalisme qui est différent, et qui doit poursuivre sa progression et son développement », ajoute-t-il. « Il faut aller chercher les collègues sur le terrain, et ne pas céder face au pressing, même si la concurrence syndicale ne fait aucun cadeau. »

Le syndicat a aujourd'hui « une crédibilité et une assise » soutient encore son fondateur. « Nous avons même été reçus au Sénat et à l'Assemblée Nationale. Il n'y a plus qu'une porte à ouvrir, celle du ministère de l'Intérieur. Pour cela, « l'enjeu, c'est 2026 ». « Vous devez absolument remporter une représentativité au sein du CTRPN », enjoint-il à l'équipe qui lui succède. « C'est ce siège qui nous manque pour ouvrir la porte du ministre [et] être associés aux négociations sur les sujets police. »

DES « DÉFIS DE TAILLE » POUR LE NOUVEAU SECRETAIRE GÉNÉRAL

Denis Jacob « a su bâtir un syndicat qui est aujourd'hui reconnu et respecté au sein du ministère de l'Intérieur », commente de son côté Sylvain Durante, qui a remercié son prédécesseur lors de son discours de clôture du congrès. « La nouvelle équipe officialisée incarnera l'aide et le soutien dont les policiers ont tant besoin ».

Il évoque les « défis de taille » à affronter : la « réduction des effectifs, et plus largement des budgets alloués à la sécurité », « les menaces pesant sur notre propre intégrité physique », « les tensions sociales croissantes » et « les difficultés opérationnelles ». Les policiers doivent être soutenus « par des moyens appropriés : des ressources humaines suffisantes, des équipements modernes et des formations continues ».

« Nous continuerons de nous battre pour des augmentations salariales et des primes en adéquation avec les risques encourus », et « devons aussi redoubler d'efforts pour rendre les mutations plus humaines », poursuit-il. « À ce sujet, je propose d'expérimenter des concours régionaux dans les zones moins peuplées, pour mieux répondre aux spécificités de ces régions et offrir de nouvelles perspectives à nos collègues. »

Le nouveau secrétaire général cite les situations particulières des collègues des CRS, confrontés à des conditions de travail de plus en plus exigeantes, et des policiers dans les outre-mer, qui souffrent de « isolement géographique » et de « ressources parfois limitées ». Il met lui aussi en avant les PATS, « rémunérés en dessous de leur valeur », qui méritent « une reconnaissance accrue, des perspectives d'évolution et de meilleures conditions de travail. »

UNE FEUILLE DE ROUTE ADOPTÉE

La feuille de route de l'organisation établie ce mardi pour les quatre prochaines années vise ainsi à « améliorer les conditions de travail des policiers et des PATS » et appelle « une politique d'anticipation budgétaire (...) pour garantir des infrastructures et des équipements adaptés ».

La résolution met l'accent sur la « modernisation du métier », via « une réforme des cycles de travail pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée ». Elle demande une « revalorisation salariale » par l'alignement des salaires des policiers sur les standards européens, « des évolutions de carrière spécifiques pour les OPJ/APJ » et une « bonification retraite étendue ». Le syndicat propose également « une communication renforcée pour promouvoir le métier, incluant une sensibilisation accrue dans les établissements scolaires », et « le renforcement de la protection et de la reconnaissance », grâce à « une tolérance zéro face aux agressions de policiers »

Enfin, Alternative Police CFDT indique prévoir « une réorganisation interne », avec « des postes délégués dédiés aux régions, aux CRS et aux Outre-mer ».